

Du 26 au 28 novembre, Jacques Chirac invite à Paris ses homologues d'outre-Méditerranée pour le "traditionnel" Sommet franco-africain. Un raout biennal, tantôt en France (... , La Baule, Biarritz), tantôt en Afrique (... , Libreville, Ouagadougou). Cette fois, le show se tiendra sous la pyramide du Louvre.

On nous promet le spectacle d'une représentation inégalée : une cinquantaine d'Etats. Autour d'un thème accrocheur, et néanmoins crucial : la sécurité. Il est évident que le besoin de sécurité des personnes, des communautés, des collectivités et des pays est criant en Afrique. Depuis cinq siècles : la traite, la colonisation, ... Les "indépendances" n'ont pas vraiment arrangé les choses.

La France gaulliste, néo-gaulliste et mitterrandienne a imposé (plutôt que proposé) son protectorat dans son pré-carré. Au-delà, elle a répandu sa coopération militaire (Congo-Zaïre, Burundi, Rwanda, Guinée équatoriale, ...), ou ses ingérences (Nigeria, Angola, Liberia, Soudan, Ouganda, Guinée-Bissau, ...), avec un bilan que l'on qualifiera, pour rester poli, de "globalement négatif"¹.

Non que les intentions officielles aient toujours été mauvaises. Mais l'autonomie des dispositifs occultes (réseaux, "services", mercenaires), l'hostilité réflexe aux Anglo-Saxons et aux anglophones, l'installation de généraux cooptés à la tête de régimes militaires ont trop souvent induit

la déstabilisation des pays "ennemis", le renversement des chefs d'Etat indociles et la préservation des tyrans.

Dans la culture géopolitique post-coloniale, le jeu des dominos importe plus que la sécurité des populations - y compris l'accès aux ressources vitales. Bref, Sécurité au sommet (pour les amis), insécurité à la base, tel est jusqu'ici l'effet dominant du dispositif de sécurité franco-africain². On ne peut améliorer les choses sans admettre cette réalité, et sans chercher à comprendre pourquoi elle est si rebutante.

Sécurité au Sommet, insécurité à la base

Remarquables, honorables ou infréquentables, les dirigeants africains vont affluer à Paris. On leur paye une occasion de se rencontrer ; ils viennent prendre la température d'une moyenne puissance qui, sur leur continent, dépense, deale et s'agite encore. Il n'est pas sûr que, pour eux, le syndrome "exposition coloniale" ne soit pas plus coûteux que ces menus bénéfices.

Certes, les plus lucides aimeraient en profiter pour parler de la fameuse et si nécessaire sécurité interafricaine. Mais qui, dans le pré-carré, fut chargé du dossier ? Eyadema - un sergent assassin déguisé en général, un président qui refuse le désaveu des électeurs. De quoi s'interroger sur les prémisses...

Et puis, comment faire confiance à l'armée française tant qu'elle refuse d'autocritiquer son rôle au Rwanda³ ? alors qu'elle vient d'imposer dans le statut de la Cour pénale internationale une exonération de 7 ans de ses éventuels crimes de guerre ? Comment se retrouver dans le double langage d'un Jacques Chirac, qui promet la fin des ingérences tout en réitérant les opérations clandestines (Congo-B & K, Guinée-Bissau, ...)?

Si la France tenait un langage moins duplice, c'est-à-dire si elle énonçait les règles de sa nouvelle relation aux pays du continent, s'engageait à les observer et acceptait des contrôles crédibles, sa contribution pourrait être très appréciée. Lionel Jospin serait bien capable de tenir un tel langage. Jusqu'ici, il s'en est abstenu, redoutant la tempête sous les kèpis, dans les réseaux, ou à la cote des valeurs pétrolières. Le Sommet du Louvre a toutes chances d'être un nouvel épisode de cette périlleuse esquivé - noyé sous le champagne et le folklore. Mais qui sait ?

1. Cf. F.X. Verschave, *La Françafrique. Le plus long scandale de la République*, Stock, 1998. Dans un ouvrage à paraître (*Un génocide sur la conscience*, L'esprit frappeur), Michel Sitbon esquisse le compte, en millions, des victimes de la politique de "sécurité" franco-africaine : au Cameroun, au Biafra, en Angola, au Liberia, au Rwanda, ...

2. C'est aussi le titre d'une campagne d'interpellation animée par *Agir ici et Survie*, et d'un nouveau *Dossier noir de la politique africaine de la France*.

3. Tout en soutenant qu'elle ne s'y est pas comportée autrement qu'ailleurs !

SALVES

Oscillations

Nombre des Etats représentés au Sommet du Louvre sont concernés par l'internationalisation de la guerre "civile" au Congo-K - une source majeure d'insécurité en Afrique. Il faudrait, pour enrayer ses très inquiétants développements, des réserves de sagesse dont, à ce jour, on ne voit pas la couleur. Les Etats-Unis ont tout misé sur la négociation Israël-Palestine, à Wye Plantation, avec un zeste pour le Kosovo. Aucun Etat africain n'a les moyens de calmer les va-t'en-guerre, aucun Etat européen n'a envie de s'en mêler.

La France volerait volontiers au secours de la victoire. Cette dernière faillit d'abord s'offrir aux anti-Kabila, incités à déclencher leur offensive-éclair par un message "clair"(-obscur ?) de Paris. Via Bongo et Museveni, et le "facteur" Michel Tshibuabua.

Puis l'Angola et l'Afrique francophone, Tchad en tête, ont rallié Kabila, qui a semblé pouvoir renverser la situation en sa faveur, au détriment du "camp anglo-saxon". L'Elysée multiplie alors les signaux favorables, gages d'une prompt initiation en Françafrique. Chirac dépêche à Kinshasa son conseiller Dupuch. « *Kabila se rapproche à vitesse vapeur de la "grande famille" francophone* », écrit *La Lettre du continent* (24/09/1998). Et surgit un nouveau "médiateur" : André Atundu, qui a tout pour plaire à Paris. A commencer par sa carrière : second de l'ambassadeur du Zaïre à Paris, Mokolo (pivot de l'affairisme franco-zaïrois) ; patron des services de renseignement ; PDG de la Gécamines commerciale. Il a gardé de bons contacts avec Alexandre de Marenches, ex-patron des "services" français. Il fréquente le gratin du négoce international (LdC, 24/09/1998).

Atundu fonde un "Comité des bons offices et de la facilitation du consensus national" qui, selon *Jeune Afrique* (06/10/1998), aurait l'aval des présidents ivoirien, brazzavillois, ougandais et mozambicain (Bédié, Sassou Nguesso, Museveni et Chissano)...

Le colonel libyen Kadhafi est en pleine lune de miel avec Paris (voir *A fleur de presse*). Eternel ambitieux, flairant la grosse opportunité en Afrique centrale, il décide de financer l'envoi au Congo de contingents soudanais et tchadiens. Grâce à sa vieille amitié avec Museveni, il espère également se poser en médiateur.

L'empressement de Kadhafi a son revers immédiat. L'arrivée du Soudan ternit l'aura toute neuve de Kabila, "vainqueur" de la bataille de Kinshasa. Elle vient accentuer l'alliance de plus en plus ostensible avec les résurgences du *Hutu power...* et la guérilla du fils d'Amin Dada. L'état-major en exil de l'armée d'Habyarimana se trouverait recyclé dans l'opération.

Du coup, lorsque le cours de la guerre oscille à nouveau, la rébellion enchaînant les victoires à l'Est, personne ne proteste vraiment. L'on s'empresse moins de frayer avec Kabila. Et Charles Josselin douche le flirt élyséen : « *A Kinshasa, il faut cesser le discours ethniste* » (06/10/1998).

Puisque guerre il y a et qu'il faut la cesser, l'urgence est à la diplomatie. S'il en a, Kabila cache bien son jeu, et il faudrait qu'il le sorte. S'il n'en a pas, il risque d'entraîner son pays et une partie de l'Afrique dans un cataclysme.

Sassou II, pacificator

Denis Sassou N'Guesso, vétéran de la Françafrique, aimerait que l'on oublie le plus vite possible la manière dont il a repris le pouvoir à Brazzaville, par les armes et avec des concours étrangers massifs : corps expéditionnaire angolais, détachements tchadiens et marocains, barbouzes et mercenaires. Le tout ameuté par l'ami Chirac et le gendre Bongo. Mais au Sud, dans les régions les plus peuplées, cette restauration rencontre des résistances.

L'opposition au nouveau régime signale¹ le massacre de la famille du commerçant Serge Normal à Matoumbou, village de la région du Pool, et la disparition de l'évêque de Kinkala, Mgr Anatole Milandou. A Madingou, chef-lieu de la Bouenza, des troupes tchadiennes ont été déployées. Début octobre, des émissaires de Sassou auraient acheté en Italie des mines antipersonnel et du napalm.

1. Association pour l'information et la défense de la démocratie au Congo, communiqué du 21/10/1998.

Présentez, armes ! (suite)

En un an, le régime angolais a su étendre sa "protection" aux deux Congo. Sans conquérir la paix civile, car son comportement intérieur, extrêmement brutal et corrompu, ne laisse guère d'espace politique à la réconciliation nationale.

Un quart des recettes du pétrole, en croissance exponentielle, va directement sur les comptes présidentiels. Une partie du reste a servi à acheter, massivement, des armes en ex-URSS. Nous avons mentionné plusieurs fois l'intermédiaire français de ces transactions, Pierre Falcone, un proche de Jean-Charles Marchiani.

Plutôt que de lui interdire d'exercer sa profession, le gouvernement français semble avoir décidé de l'attaquer au tiroir-caisse. Selon *La Lettre du continent* (08/10/1998) « *les douanes françaises réclament la petite amende de 1,5 milliard FF* » à « *un marchand d'armes qui a monté de très grosses opérations en Angola [...] pour avoir omis quelques déclarations alors que les transactions en question étaient domiciliées à Paris, même si les équipements provenaient de pays de l'Est* ».

Help !

Dans les cénacles parisiens, on n'imagine pas pouvoir se passer de l'inventeur d'une maxime si admirable : « *L'Afrique sans la France, c'est une voiture sans chauffeur, la France sans l'Afrique, c'est une voiture sans carburant* ».

Que serait la Françafrique sans **Bongo** ? C'est sa mémoire, son factotum, son confident, son manitou. Sans lui, pas d'armes au Biafra, pas de biscuits pour Bob Denard, de foin pour les écuries politiques, de "caramels" pour Christine Deviers-Joncour. Roland Dumas irait pieds nus...

Problème : Bongo perdrait l'élection présidentielle de décembre... si elle était honnête. Les candidats d'opposition y croient. Ils dénoncent les manipulations des listes électorales et la désignation partisane des "arbitres" locaux. Le 10 octobre, ils ont suspendu la participation de leurs représentants à la Commission nationale électorale (CNE). (*L'Union*, Libreville, 12/10/1998).

A signaler un cas assez rare dans la classe politique gabonaise : le candidat anti-corruption Martin Edzodzomo.

Tout cela n'augurant rien de bon, Paris se fait son cinéma : « *Il faut sauver le soldat Bongo !* ». Au sens figuré et au sens propre. Vers la fin septembre, le ministre de la Défense Idriss Ngari a été « *très discrètement reçu* [à Paris] *par des officiers supérieurs. Au menu : la situation au Congo-K. Une stratégie commune aurait été élaborée* ». (LdC, 08/10/1998).

Partir, revenir

Il y a six mois, la France achevait de fermer ses bases en **Centrafrique**. Elle vient de renvoyer 80 hommes. Ils s'ajoutent aux 180 soldats restés à Bangui pour assurer le soutien logistique de la Minurca (Mission des Nations unies en République centrafricaine). Le détachement français représente désormais 20 % de cette Minurca (1 350 hommes), à base de contingents du pré-carré. Il assure l'essentiel de son fonctionnement (*Libération*, 23/10/1998).

Ce renfort intervient à quelques semaines des élections législatives des 22 novembre et 13 décembre. Un scrutin sous influence, mais en quel genre ? Laissera-t-on les Centrafricains choisir une alternative à Patassé ?

My Taylor is rich (suite)

Il était naturel que le seigneur de la guerre **libérien** Charles Taylor, propulsé par la Françafrique et la Libye dans une guerre civile épouvantable, vienne cueillir à Paris les lauriers de ses "exploits"¹.

Ce prototype d'une espèce sordide d'entrepreneurs de guerre, cherchant à triompher de leurs rivaux par un surcroît d'horreur, a été reçu à l'Elysée avec les honneurs. Même s'il faut tourner la page de la guerre civile, c'est *too much* ! D'autant qu' élu président par une population KO, Taylor continue de se comporter en chef de faction. La sienne, attaquant celle d'une autre ethnie, a fait près de 300 morts le 18 septembre.

Le ministre de la Coopération Charles Josselin a promis à Charles Taylor que la diplomatie française militerait pour le rapatriement de la force interafricaine de paix et la fin de l'embargo sur les armes. Il n'est pas sûr que ce soit un bon plan !

On comprend mieux par contre l'intérêt des entreprises françafricaines, auxquelles Taylor a fait miroiter l'or, les diamants, le fer, le bois, le caoutchouc, dont son pays est richement pourvu. Elles en ont été « impressionnées ». Si les financements publics les accompagnent, elles pourront déployer à grande échelle ce qui, au long de la guerre civile, resta un incessant trafic. (*Afrique Express*, 08/10/1998).

1. Cf. F.X. Verschave, *La Françafrrique*, Stock, 1998, p. 202-226. Peut être commandé à *Survie* (130 F).

Beurre de cacao

Le gouvernement ivoirien annonce avoir vendu la dernière récolte de cacao (environ un million de tonnes) à 904 francs CFA le kilo. La Banque mondiale et le FMI ont fait leurs propres calculs : respectivement 998 et 1 028 FCFA/kg. (LdC, 24/09/1998). Seuls quelques initiés savent où est passée la différence, environ 100 milliards de FCFA (1 milliard de FF). Elle ne soulagera pas la misère du grand nombre, ni ne desserrera la contrainte financière dont se plaignent les dirigeants... pour qu'une aide extérieure ajoute la crème au beurre.

Le sucre et l'essence

Le Tchad a du pétrole. Le clan Déby en voudrait sa part. Mais il est trop pressé de mater les populations du Sud, sous le sol duquel gît le pétrole. Il est trop pressé de se sucrer avec les royalties de l'or noir¹.

Résultat : il met du sucre dans l'essence et le moteur s'arrête.

Le clan Déby tient mordicus à transporter le pétrole du petit gisement de Sedigui jusqu'à N'Djaména, et à le raffiner dans la capitale. Pour construire le pipeline et la mini-raffinerie terminale, il a signé un contrat avec une société française. Coût estimé des travaux : 160 millions de dollars. Une contre-expertise de la Banque mondiale les chiffre à la moitié : classique surfacturation. La part surfacturée (440 millions de FF) amputerait d'autant les revenus du Tchad¹.

Le député Ngarléjy Yorongar, sous la circonscription duquel se trouve le principal gisement pétrolier, diffuse ce genre d'informations, et quelques autres plus gênantes encore. Faisant fi de son immunité parlementaire, on l'a expédié en prison, où sa vie est menacée.

Mais ce procédé, ajouté aux crimes des soudards du clan Déby, ne fait qu'augmenter la pression d'une coalition internationale d'ONG sur la Banque mondiale. Cette dernière détient la clef des financements, et ne cesse de différer son agrément.

Ainsi, tel un mirage, la manne pétrolière reste hors d'atteinte. Bouygues et son actionnaire Bolloré attendent impatiemment l'exécution de fabuleux contrats : la construction du pipeline tchado-camerounais, la logistique du chantier et de l'exploitation pétrolière.

On comprend dans ces conditions que le ministre Charles Josselin se soit "dédouané" lors de sa visite à N'Djaména : « Certains avaient cru que Paris pouvait avoir une part de responsabilité dans cette lenteur, ce qui est faux ». La France « a fait ce qu'elle a pu en direction de la Banque mondiale pour que le dossier puisse aboutir à une décision favorable ».

Elle montre d'ailleurs qu'elle ne tergiverse pas (ou plus). Elle devait livrer des véhicules et moyens de communication à la GNNT (Garde nationale et nomade du Tchad), qui terrorise le Sud du pays. Elle avait suspendu cette livraison après le massacre du 30 octobre 1997 à Moundou. Les visites successives du chef d'état-major Kelche et de Charles Josselin ont, semble-t-il, débloqué le dossier. La GNNT pourrait plus rapidement s'épandre.

1. Idriss Déby gère le dossier pétrole avec son frère Daoussa, son neveu Hassane Bakit Hagggar, ses oncles Hissein et Tom Erdimi, ses cousins Abakar et Bichara Hagggar, plus quelques autres membres de son clan.

2. Lettre du député Ngarléjy Yorongar au président de la Banque mondiale, 03/10/1998.

Méga-Déby de fausse monnaie (suite)

Nous contions voici deux mois (n° 61) une énorme opération de faux-monnayage de dinars de Bahreïn, pour un montant de quelque 2 milliards de FF. L'opération devait se dénouer à Paris. Elle a transité par les clans au pouvoir à N'Djaména et Bamako - à la hauteur de leur réputation -, et par une nuée d'intermédiaires¹.

L'un d'eux, Claude Sokolovitch, a fourni d'intéressantes précisions à la juge Simeoni, qui instruit l'affaire. Il s'agirait en fait de vrais-faux billets, une série imprimée avec l'accord de la Banque centrale de Bahreïn pour solder une gigantesque noria de commissions franco-saoudiennes : l'opération « Joséphine ».

Les billets n'auraient été déclarés faux qu'à la suite d'une « discorde entre des membres de la famille royale saoudienne et l'Emirat du Bahreïn » (*Le Parisien*, 30/09/1998).

Rappelons que « Joséphine » a commencé en mai 1983 par la sur-déclaration (1,35%) du taux d'intérêt d'un prêt saoudien de 25 milliards de dollars, destiné à soutenir le franc. Soit une différence d'environ 2 milliards/an. Ce bel hors d'œuvre, servi par des maîtres-queux (les Akram Ojeh et Rafic Hariri), a réjoui le clan Mitterrand, et bien au-delà. Il a été suivi par un mille-feuilles de commissions et rétro-commissions sur les contrats d'armement - dont Roland Dumas a, pour le moins, eu connaissance.

1. Outre Lazare Pedro (*Billets* n° 61) et Claude Sokolovski, la presse africaine et française mentionne trois Zaïrois, dont un certain Bupe Munango ; un conseiller spécial d'Idriss Déby, Hassan Fadoul Kithir, récemment démissionné (*N'Djaména Hebdo*, 27/08/1998) ; un Guinéen, Chérif Mohamed Haidara, recommandé par un prince saoudien et muni d'un passeport diplomatique nigérien (*Le Citoyen*, Niamey, 22/09/1998) ; un imprimeur argentin, un ressortissant de Bahreïn, un négociant français en aéronautique (*Le Parisien*)...

Nœud gordien

Au final, explique le journaliste Thomas Vallières (cf. *Billets* n° 61), on trouve « une bombe dans les soutes de la V^e République » - son « plus énorme scandale ». Sous la bombe, une trappe : l'affaire Dumas¹.

Côté français, l'affaire « Joséphine » se serait soldée en octobre 1993, lors d'une réunion dans une maison de Gordes, dans le

Vaucluse : « *l'on serait surpris d'apprendre quels étaient les personnages qui participaient à cette séance de répartition et de distribution des restes* ».

22,35 millions de dollars, prétend une note anonyme remise au juge Zanoto par Jean-François Hénin (qui lui-même la tenait d'un proche des services secrets, Hector de Galard, mort d'une crise cardiaque). Hénin dirigeait Altus, une filiale du Crédit Lyonnais. Il se trouvait trop seul à porter le chapeau des turpitudes de la grande banque ruinée - soupçonnée entre autres d'avoir organisé le circuit « Joséphine ».

La note donne des noms. Elle est prise suffisamment au sérieux pour que le parquet décide d'entendre comme témoins les personnes désignées. Dont les anciens conseillers mitterrandiens Charles Salzmann et Pierre Chassigneux (qui dirigea les Renseignements généraux), l'ex-ministre André Laignel, Anne Pingeot, Alain Minc. Plusieurs ont démenti leur participation à cette réunion d'affaires. (*Libération*, 05/10/1998) .

Par une curieuse coïncidence, les juges Eva Joly et Laurence Vichnievsky s'interrogent au même moment sur l'acquisition à Gordes de deux résidences, dont « *un château de 39 millions de francs* », par le proche environnement de François Mitterrand (*Le Parisien*, 01/10/1998) .

1. Lequel, pour montrer sa capacité de nuisance, en vient à réclamer la levée du secret-défense sur la répartition d'un autre énorme bakchich : les rétro-commissions sur la vente de fréquences à Taiwan.

Cour européenne

Formée à cette éthique, l'ancien Premier ministre de François Mitterrand **Edith Cresson** estima tout à fait naturel, une fois nommée commissaire européen, de s'entourer à Bruxelles d'une cour relativement modeste : trois contractuels du bon plaisir, dont l'auteur de sa biographie.

Quelle n'est pas aujourd'hui sa surprise de découvrir que ces pratiques, si elles existent parfois ailleurs, n'y sont point admises, et que la majorité des pays de l'Union européenne ne les tolèrent pas.

Et si l'Europe faisait une crise d'allergie à la Françafrique ?

Cour internationale

On en sait un peu plus sur les conditions d'apparition, dans le statut de la **Cour pénale internationale** (CPI), d'une clause facultative d'exonération des crimes de guerre, durant 7 ans.

L'état-major français ne voulait pas de la CPI. Il considère qu'il n'a à répondre de ses actes qu'au chef de l'Etat, chef des armées. Qui d'ailleurs les absout toujours.

La haute hiérarchie est de plus atteinte du "syndrome Janvier". On a raconté (*Billets* n° 30 et 36) comment le général Janvier, commandant les forces de l'ONU en ex-Yougoslavie aurait reçu le 10 juillet 1995 un coup de téléphone de Jacques Chirac lui demandant de « *différer d'une journée des frappes aériennes* » sur l'enclave de Srebrenica, assaillie par les troupes du général bosno-serbe Mladic. Entre-temps, Srebrenica tombait, et Mladic ordonnait un crime contre l'humanité.

Ce refus des frappes aériennes faisait très probablement partie d'un *deal* négocié au nom de Jacques Chirac par Jean-Charles Marchiani, en vue de la libération de deux pilotes français (voir *A fleur de presse*).

Même si le général Janvier ne risque aucune poursuite, on lui a fait porter le chapeau¹. Lui-même et l'armée ne l'ont pas admis. D'autant qu'apparaît ici clairement une responsabilité politique - de la part d'une autorité constitutionnellement "irresponsable", le Président de la République. On conçoit que celui-ci et l'état-major partagent la même phobie de la CPI.

Mais la pression des ONG, celle des autres pays européens et l'obstination d'Elisabeth Guigou ont conduit la France jusqu'à la conférence de Rome. Il n'était quand même pas possible d'y plaider l'"irresponsabilité". L'état-major exigeait l'exonération des crimes contre l'humanité. In extremis, il se contenta de celle des crimes de guerre, pour 7 ans.

1. Comme beaucoup d'officiers français, il était passablement serbophile, et trop confiant en la parole de Mladic.

Garantie décennale

Curieusement, l'analyse de certaines autorités françaises rejoint celle que nous avons plusieurs fois exposée. Il est clair qu'à terme, disons dix ans, la Françafrique est condamnée à disparaître. Mais elle est encore en pleine activité. Ce qui fait souci, si elle n'est pas mise sur la touche, ce sont les catastrophes qu'elle peut causer, dans la décennie à venir, de par ses réactions imprévisibles, incontrôlées, et parfois délirantes. En certains cercles l'on se dit : il faudra au moins 3 ans pour mettre en place la CPI ; plus 7 ans d'exonération, cela fait 10 années, durant lesquelles on ne viendra pas nous demander des comptes...

C'est sur de telles bases que l'on veut, fin novembre, proposer d'œuvrer à la sécurité de l'Afrique...

Rappelons que la très grande majorité des pays africains, eux, se sont ligués pour obtenir une CPI efficace. Malgré certaines interventions téléphoniques de Jacques Chirac, ils ont résisté de manière décisive aux tentatives de la vider de son contenu.

Mission(s) Rwanda

Dans ce contexte, les députés qui veulent que la mission d'information parlementaire sur le Rwanda ne s'achève pas en eau de rose, ou de boudin, ont bien du mérite.

Ceux qui préfèrent la prolongation de l'amnésie des crimes coloniaux et néocoloniaux savent que le rapport final sera attendu sur un certain nombre de questions précises. Faute de pouvoir y répondre, on aimerait disqualifier ceux qui les poseront.

C'est dans ce contexte que Stephen Smith nous a attaqué frontalement dans *Libération* (13/10/1998) : « *Survie étant un lobby partisan et son président d'honneur, Jean Carbonare, conseiller à la présidence rwandaise* ».

Puisqu'il y a "démonstration" en forme de juxtaposition (!), commençons par préciser que notre ancien président Jean Carbonare (devenu président d'honneur) a effectué bénévolement une série de missions au Rwanda après le génocide pour y organiser des chantiers de reconstruction, cofinancés par les agences des Nations unies. Il s'est concentré sur le logement, dont la pénurie est, on le

sait, une source majeure de conflits. Sur les chantiers qu'il a initiés travaillaient côte à côte des veuves rescapées du génocide et des personnes qui y ont "assisté". Ce genre de parti pris l'honore, et nous honore.

Pour que cette action soit autre chose qu'une micro-réalisation, il a forcément rencontré les pouvoirs publics. En ce sens, il les a « conseillés ». Mais imagine-t-on ce septuagénaire, qui a voué sa vie au développement des plus pauvres à travers l'Afrique, se livrer à quoi que ce soit de déshonorant ? Pour Stephen Smith, le seul fait d'avoir tenté ou fait quelque chose dans le Rwanda post-Habyarimana vous classe parmi les suspects.

Quant à *Survie*, ce sont quatre cents citoyens qui, depuis 15 ans, militent publiquement pour des objectifs publics : que l'aide au développement serve réellement à lutter contre la misère ; que soit mis un terme aux dérives criminelles de la politique franco-africaine ; que soient prévenus les dangers de banalisation du génocide. Cette action est portée pour l'essentiel par des bénévoles, avec l'argent de cotisants. L'ensemble couvre une large palette d'opinions. Oh le vilain lobby !

Mais ce que nous révélons dérange, justement parce que nos propos ne peuvent être réduits à un clivage partisan : dans tous les partis républicains nous avons rencontré des hommes et des femmes qui ne peuvent plus supporter ce qu'on fait en leur nom ; et d'autres qui profitent du système.

Dernier point : *Survie* croit que le politique est plus que jamais nécessaire. Nous prenons le risque de nous prononcer en ce domaine, y compris dans des régions ou des domaines troublés. Un risque que beaucoup nous abandonnent volontiers...

En contrepoint, nous n'avons jamais refusé à personne de nous montrer que nous nous étions trompés - puisque notre perspective politique est celle de la capillarisation des contre-pouvoirs.

Sous Total

Présidée par la députée Verte Marie-Hélène Aubert, une mission d'information parlementaire sur le rôle politique, économique, social et écologique des compagnies pétrolières va commencer ses travaux. C'est Elf qui était visée par la demande initiale d'une commission d'enquête, mais c'est **Total** qui, aujourd'hui, se sent la plus gênée. Il faut dire que le ministère américain du Travail vient de publier un rapport selon lequel la major française (et une firme US, Unocal) paraît avoir utilisé, pour la construction d'un pipeline en Birmanie, une main d'œuvre soumise au travail forcé. (AFP, 08/10/1998).

Mélange détonant

Alors que le **Nigeria** émerge du régime ubuesque d'Abacha (ce dictateur francophile), alors que le Prix Nobel Wole Soyinka peut enfin rentrer chez lui, le mélange déflagrant du pétrole et de la pauvreté tue encore : la panne économique et la pénurie d'essence (chez l'un des principaux producteurs de pétrole !) ont fait un millier de victimes, attirées par la fuite "providentielle" d'un pipeline...

Bons points

* Le 16 octobre en Avignon, des magistrats, des parlementaires et des ministres de la Justice européens ont réclamé d'une seule voix la suppression des entraves à la **coopération judiciaire en Europe**. Est particulièrement visée la lutte contre la corruption et l'argent sale (qui vampirisent l'Afrique). Elisabeth Guigou a admis que l'appel de Genève, initié par le juge Van Ruymbeke et quelques collègues, avait été une sorte d'électrochoc. Ouvrir les yeux est parfois une torture !

* Symbole du mépris de la politique par les pachas et ayatollahs de l'économie et de la finance, le projet d'**AMI** (Accord multilatéral sur l'investissement) a avorté. Pour une fois, la "société civile" s'était mobilisée à temps, anticipant les conséquences funestes d'une absence d'engagement : elle a su démontrer la barbarie d'un projet de privatisation de la planète. Profitant de ce travail de sape, le gouvernement Jospin a donné à ce faux AMI le coup de grâce.

* La mesure des causes et effets réels de la pauvreté, introduite en 1991 par la série des Rapports mondiaux sur le développement humain du PNUD (Programme des Nations Unies pour le développement) ne cesse d'humilier, au sens étymologique, la "pensée unique" néolibérale. Alouette ? L'un des initiateurs de cette science au service des humbles, l'Indien **Amartya Sen**, a obtenu le Prix Nobel d'économie.

Fausses notes

* Censé harmoniser la nouvelle politique française de coopération, le **CICID** (Comité interministériel de la coopération pour le développement) ne parvient pas à tenir sa première réunion, sans cesse reportée (LdC, 08/10/1998). En réalité, la zizanie s'accroît entre (mauvais) joueurs d'un terrain dont s'est complètement désinvesti l'arbitre Jospin. Tandis que Chirac joue, à fond la caisse, les prolongations post-foccartiennes.

* Etait-il bien nécessaire de recevoir en grande pompe à l'Assemblée nationale le président sénégalais **Abdou Diouf** ? Son régime corrompu reste de fait monopartisan, en raison de la fraude électorale. Il se durcit sous l'emprise du dauphin Tanor Dieng et de l'armée, engagée dans deux "sales guerres" (en Casamance et Guinée-Bissau).

* Le groupe **Bouygues** a-t-il besoin de l'aide publique pour accaparer en Afrique les concessions de services publics (eau, électricité, traitement des déchets, ...) ? Sa filiale Saur-International a eu droit en tout cas à 607 millions de *cash*, extraits de la trésorerie de l'entreprise publique EDF. Peu avant le scrutin présidentiel de 1995, où TF1 (groupe Bouygues) soutint Balladur (*Le Canard enchaîné*, 14/10/1998).

* Le Centre national de l'enfance et de la famille (**CIDEF**), fondé voici un demi-siècle par le professeur Robert Debré, est une fondation d'utilité publique qui faisait référence en plusieurs domaines sanitaires (vaccinations), sociaux et juridiques. Privé de ses fonctions de ministre de la Coopération, Bernard Debré, fils de Robert, guigna et obtint la présidence du CIDEF. Un bon prétexte pour multiplier les visites aux "amis" africains, ces Bongo et Eyadema qui prennent tant soin des enfants gabonais et togolais... Par sa

gestion très personnelle de l'«héritage paternel», Bernard Debré dressa contre lui la grande majorité des 75 salariés. Dissous le 12 octobre, le CIDEF en est mort. Sans que Matignon ait levé le petit doigt pour le sauver.

* Le régime oustachi d'Ante Pavelic, sorte de nazisme croate, extermina 700 000 Juifs, Serbes, Gitans et dissidents dans le camp de concentration de Jasenovac. Le cardinal **Stepinac**, archevêque de Zagreb, lui apporta sa caution spirituelle. Il fut membre du Parlement oustachi. En 1940, il confia à un hebdomadaire indépendant qu'une victoire de l'Angleterre signifierait « *le maintien au pouvoir des juifs et des maçons, à savoir l'immoralité et la corruption* » (*Libération*, 01 et 05/10/1998) . Après trop d'«indulgences», sa béatification confirme malheureusement que la proscription du crime contre l'humanité n'est pas une priorité de la papauté.

Carnet

* Avis de décès de l'**APD** (Aide publique au développement). Sa signification éthique et politique était si exténuée que toute la presse a piraté son sigle pour désigner la nouvelle journée d'«Appel de préparation à la défense»... (qui trace aussi une croix sur le service militaire).

* Du **9 au 12 novembre à 19 h**, à Lyon, la CNUCED organise un sommet « Partenaires pour le développement ». Thèmes : Internet et développement, Profit et développement. A cette occasion, un collectif d'une quinzaine d'ONG (dont *Survie*), *Reprenons l'initiative*, organise 4 débats "in" et 5 "off". Voir programme ci-dessous.

Tél. (0)4 78 69 79 59 ou (0)6 86 04 25 68.

* Le **25 novembre à 19 h**, place de la République à Paris. Rassemblement face au sommet franco-africain, à l'initiative des Verts et du collectif Elf : **France-Afrique, il faut que ça change !**

(Achevé le 25/10/1998)

Reprenons l'initiative A QUI PROFITE LE DÉVELOPPEMENT ? Lyon, 9-10 novembre 1998

Débats "off"

- 9/11/1998, 18h30-21h. Université Lyon II
Criminalité financière et paradis fiscaux, multiplicateurs d'iniquité Avec L. Beccaria, J. de Maillard, R. van Ruymbeke, F.X. Verschave.
- 9/11/1998, 20h-22h30. Cafétéria Centre culturel Ch. Chaplin, Vaulx-en-Velin
Internet, un outil de développement ? Avec J. Charum, B. Schlemmer.
- 9/11/1998, 20h-23h. Isara
Commerce équitable et label social : vers un commerce plus juste ? Avec V. Ferreira, B. Naegelen, O. Schulz.
- 9/11/1998, 20h-23h. Salle des réunions industrielles, Palais du commerce
*Mondialisation de l'économie, mondialisation de l'impôt ?
Pour une taxe Tobin* Avec C. Aguitton, J.P. Allegret, R. Sandretto, Ch. Wyplosz.
- 10/11/1998, 20h-22h45. Palais de la Mutualité
A qui profite le développement ? Pour de nouvelles règles du jeu Avec J. Fabre, Ph. Frémeaux et des représentants des 4 débats de la veille

ILS ONT DIT

« Le 30 mai 1998, je dois me rendre à Bruxelles, [...] *[invité par les]* députés Verts du Parlement européen. Le chargé d'affaires de l'ambassade d'Allemagne et le délégué de l'Union européenne se proposent respectivement de m'accompagner à l'aéroport et de mettre la voiture à ma disposition alors que j'étais séquestré à mon domicile par des agents de l'ANS *[service de "sécurité"]*. Ceux-ci ont été fortement déconseillés de m'aider par l'ambassade de France. Ce qui fait dire que l'ambassade de France cogère mon arrestation ». (**Ngarlejy YORONGAR**, député tchadien embastillé, lettre du 20/09/1998 au premier conseiller de l'Ambassade de France).

[Dans cette lettre, Yorongar remerciait le premier conseiller de lui avoir rendu visite à la Maison d'arrêt de N'Djaména, « une marque d'attention inhabituelle de la part des diplomates français en poste au Tchad ». A vrai dire, tous les diplomates français ne sont pas ravis d'être mis au service de la gestion francoafricaine.]

« Un soutien sérieux *[aux Forces nationales de libération burundaises (FNL), branche armée du parti extrémiste hutu Palipehutu]* de la part de l'ALIR *[Armée de libération du Rwanda, résurgence militaire du Hutu power]* terminerait cette guerre au profit de tous les Bahutu burundais et rwandais. Cette collaboration entre Burundais et Rwandais est déjà effective, comme en fait foi le protocole d'accord de coopération entre le FNL et les anciennes FAR *[Forces armées rwandaises]* [...]. L'exploitation de ce schéma de travail permettra, dans les plus brefs délais, de résoudre pour toujours le problème séculaire Hutu-Tutsi dans notre sous-région ». (**Abbé Athanase-Robert NYANDWI**, émissaire de l'ALIR auprès des FNL. Mémoire du 20/11/1997 adressé au chef d'état-major de l'ALIR, le lieutenant-colonel Nkundiye. Cité par *La Libre Belgique* du 26/09/1998).

[Toujours le fantasme de la solution finale... L'ecclésiastique porte la clef de Saint-Pierre ?]

« La torture morale et physique, la misère, j'ai vécu la mort en direct... On y retrouve *[dans la prison de Douala]* une population cosmopolite, des gens qui viennent de toutes les couches sociales. Et qui n'ont rien fait : le plus souvent ils sont simplement là pour avoir refusé de donner de l'argent. Soit par manque d'argent, soit par principe. C'est une lutte permanente que le détenu doit mener pour survivre ». (**Pius NJAWE**, journaliste camerounais récemment libéré. Interview du 13/10/1998 à RFI, cité par *L'Humanité* du 14/10/1998) .

[Jugé sans doute plus gênant en prison que dehors, le directeur du *Messenger* a fini par bénéficiaire de la "grâce présidentielle". Mais plusieurs de ses confrères restent menacés, sont molestés, torturés, emprisonnés.]

« Je suis un honnête homme. Je n'ai jamais pris un sou à personne ». (**André GUELF**, intermédiaire en pétrole et droits sportifs. Interview au *Point* du 17/10/1998 - Journée mondiale de la misère).

[Ce milliardaire est un homme à principes : il corrompt énormément, et il reçoit plus encore. Celui se fait certes avec l'agrément des milieux qu'il fréquente, en ex-URSS, en Amérique latine et en Afrique. L'argent n'est pas pris à une « personne ». Mais le pillage des Etats aggrave la misère des foules anonymes. Une définition post-moderne de « l'honnête homme » ?]

« Plus de 30 millions de personnes souffrent de faim aiguë et en meurent [...]. 800 millions d'autres sont en état de sous-alimentation chronique. [...]

Les mouvements armés, les gouvernements affament froidement leur propre population dans le dessein de faire venir l'aide internationale ou d'obtenir une reconnaissance politique [...]. La faim est devenue une arme de guerre au même titre que les narcotrafics, une façon de financer l'effort de guerre. Quand le spectacle est bien dramatique, il suffit de convoquer les organisations humanitaires, en imputant à la guerre ou à quelque cataclysme naturel ce qui est en fait la conséquence d'une stratégie délibérée.» (**Sylvie BRUNEL**, conseiller scientifique d'Action contre la faim, coordinatrice de *Géopolitique de la faim* (cf. *Lire*). Interview à *Libération*, 16/10/1998).

Reprenons l'initiative A QUI PROFITE LE DÉVELOPPEMENT ? Lyon, Palais des Congrès, 9-12 novembre 1998

Session "in"

- 9/11/1998, 15h-18h. *La face cachée de la mondialisation des échanges financiers. Le développement face à la criminalité financière.*

Avec L. Beccaria, J. de Maillard, L. Roche, R. van Ruymbek, F.X. Verschave.

- 10/11/1998, 15h-18h. *Droits de l'homme, commerce international et investissements*

(à confirmer)

- 11/11/1998, 10h-13h. *Régulation des marchés financiers et Taxe Tobin*

Avec J.P. Allegret, J.L. Cipièrre, H. Puel.

- 12/11/1998, 10h-13h. *Le commerce équitable*

Avec G. Durand, J. Pereira, J. Valencia.

A FLEUR DE PRESSE

Le Monde, *La France renoue des liens avec le Congo de M. Kabila*, 08/10/1998 (Claire TREAN) : « L'une des principales préoccupations de Lionel Jospin en politique étrangère, lorsqu'il arriva au gouvernement, était l'assainissement des relations avec l'Afrique. Il s'agissait de rompre avec des méthodes de type post-colonial, d'en finir avec les officines parallèles, avec le soutien plus ou moins occulte à des régimes peu fréquentables. [...]

Mais cela, apparemment, n'empêche pas les bonnes vieilles habitudes de reprendre le dessus et la politique africaine de l'Elysée de chercher à nouveau à voler de ses propres ailes.

En témoigne, entre autres, l'accueil, la semaine dernière à l'Elysée, du président du Liberia Charles Taylor, certes élu au suffrage universel, mais précédemment chef d'une armée sanguinaire, bien connu de M. Dupuch au temps où ce dernier était ambassadeur de France à Abidjan. En témoigne aussi la lenteur mise par les soldats français à quitter le Congo-Brazzaville de Denis Sassou N'Goussou, où ils n'avaient en principe été dépêchés, en juin 1997, que pour une brève opération d'évacuation.

L'envoi de M. Dupuch, émissaire très proche de Jacques Chirac auprès de Laurent-Désiré Kabila, paraît s'inscrire dans cette tendance. [...] Un spécialiste des relations internationales déclarait lundi à l'AFP : "En se rapprochant de M. Kabila, la France se rapproche des puissances africaines qui l'ont soutenu, notamment de l'Angola, où Paris possède d'importants intérêts pétroliers, et en ce sens la diplomatie française réalise un beau coup".

Un "coup" qui renoue avec les traditions ? On a le sentiment en tout cas que c'est l'Elysée plutôt que "la France" qui reprend pied ces temps-ci en Afrique ».

[Mais la majorité des députés et le gouvernement de "gauche plurielle" élus pour diriger "la France" restent singulièrement inertes... La préoccupation de l'assainissement des relations avec l'Afrique n'est pas manifestement « l'une des principales » de Lionel Jospin.]

La Lettre du continent, *Paris et Tripoli, nouvelle idylle au Congo*, 08/10/1998 : « Il n'y a pas de subtile stratégie [...] dans le nouveau flirt poussé entre la France et la Libye et ses effets induits dans le conflit du Congo-K. Il ne s'agit que de business [...]. Les deux pays sont passés en quelques mois des relations au niveau des services secrets à une normalisation diplomatique, avec la visite cet été au Quai d'Orsay du ministre libyen des affaires étrangères. Les chambres de commerce [...] multiplient de discrètes réunions bourrées à craquer de chefs d'entreprises de plus en plus affairés. Avec l'attribution en août d'un important contrat au groupe Suez-Lyonnais des Eaux et, surtout, la visite à Tripoli de son patron Jérôme Monod, un proche du président Jacques Chirac [...].

Premier effet de ces retrouvailles : le nouveau "parrainage" financier libyen des anciens poulains de Paris dans la région. Les présidents Idriss Déby du Tchad, Ange-Félix Patassé de Centrafrique et Ibrahim Baré Maïnassara du Niger ne connaissent plus qu'une métropole : Tripoli [...].

Après avoir reçu à plusieurs reprises ces dernières semaines le Congolais Laurent-Désiré Kabila puis le Soudanais Omar el Béchir, le "Prince du désert" finance aujourd'hui une vaste coalition militaire régionale [...] composée du Tchad [...], du Soudan qui a déjà engagé des hommes dans les combats [au Congo-K] en appui aux ex-FAR de l'ancien président Habyarimana, du Centrafrique qui a toujours laissé passer les troupes de Khartoum pour prendre à revers la rébellion soudanaise de John Garang et du Niger qui abrite à Niamey les anciens généraux mobutistes Baramoto et Nzimbi. C'est "l'union sacrée"... ».

[Voici un an (n° 52), nous signalions l'importance des connexions souterraines franco-libyennes, côté RPR notamment - via, entre autres, l'homme d'affaires comorien Saïd Hilali. Elles ont joué un rôle majeur dans l'aventure de Bob Denard aux Comores. En 1987, elles signèrent la condamnation de Thomas Sankara. Si elles décident de s'afficher davantage, on y verra plus clair.]

Mail & Guardian (Johannesbourg), *Les chiens de guerre se régalaient au Congo-Kinshasa*, cité par *Courrier International* du 01/10/1998 (K. PECH, W. BOOT et A. EVELETH) : « [La firme mercenaire] Executive Outcomes a organisé fin août un vol à destination de Kinshasa pour des journalistes. [...] Les responsables d'Executive Outcomes sont en contact avec Kabila depuis plus d'un an. Ils ont récemment négocié à Kinshasa un contrat [...] [portant] sur la protection des personnalités, la mise en place de services de surveillance électronique sophistiqués et un soutien aérien.

L'appui d'Executive Outcomes à Kabila est étroitement lié au déploiement des forces angolaises dans le sud-ouest du Congo. Des officiers affiliés à Executive Outcomes auraient obtenu du gouvernement angolais des contrats [...] [pour] la livraison d'hélicoptères et d'avions, ainsi que l'assistance de leurs pilotes.

Un [...] consortium d'entreprises [sud-africaines] a signé des contrats portant sur l'apport d'un soutien militaire à Kabila. [...] Selon un témoin, à la fin du mois d'août, des dizaines de Sud-Africains ont débarqué à Lubumbashi, le fief de Kabila, accompagnés d'une centaine de soldats blancs francophones. Ils auraient été engagés pour défendre des points stratégiques aux alentours de ce grand centre minier contre une éventuelle offensive rebelle ».

[A quelle branche française est reliée cette centaine de mercenaires francophones ? A moins qu'il ne s'agisse d'une histoire belge...]

GRANDS LACS, SOUDAN

Le Soir (Bruxelles), *Les opposants rwandais ne manquent pas d'armes*, 08/10/1998 (Colette BRAECKMAN) : « [La] commission d'enquête [de l'ONU] sur les armes affluant dans la région des Grands lacs [...] a poursuivi ses investigations. Son rapport, [...] dont nous avons pu obtenir l'une des premières versions officieuses, illustre l'ampleur des problèmes de sécurité qui continuent à se poser au Rwanda et à l'Ouganda. [...]

La commission a découvert que les flux d'armes n'ont jamais cessé et que les ex-FAR (Forces armées rwandaises) ont été approvisionnées depuis la Corne de l'Afrique, via les camps de réfugiés de Lokichokio et Kakuma, au nord du Kenya. C'est depuis Nairobi, leur QG, que les partisans de l'ancien régime continuent à réunir des fonds, rechercher des soutiens extérieurs, recruter des soldats et se procurer des faux passeports [...]

La Commission avait découvert qu'«à Nairobi et dans le camp des réfugiés de Kakuma, des personnalités proches de M Sendashonga recrutait activement des jeunes gens qui étaient ensuite envoyés dans des camps d'entraînement militaire en Tanzanie, à Lukole et Karagwa». Selon plusieurs sources interrogées par les enquêteurs, «il apparaissait que M. Sendashonga souhaitait créer une milice afin d'ouvrir un nouveau front dans l'est du Rwanda. Les recrutements et les entraînements se seraient poursuivis après la mort de l'ancien ministre de l'Intérieur».

Cette information troublante, qui met en cause la Tanzanie, est à mettre en rapport avec les accusations formulées par Kigali, selon lesquelles des miliciens hutus auraient été entraînés sur la base militaire de Kamina au Katanga. Ce grief fut invoqué l'été dernier lors du déclenchement de la rébellion. Or, c'est à Kamina également que se trouvaient 600 militaires tanzaniens, chargé de tâches de formation, et qui quittèrent les lieux dès le début des hostilités.

La commission relève aussi que depuis Nairobi un groupe de Hutus extrémistes exerce des pressions sur les autres réfugiés et utilise à des fins militaires des fonds recueillis par des groupes d'Eglise et des organisations féminines. [...]

Le rapport confirme aussi que deux colonnes d'anciens soldats rwandais ont participé en décembre 1997 à l'attaque de l'aéroport de Bujumbura, qui se traduisit par le massacre de 200 civils ».

Vigilance Soudan, L'idée "géniale" de Paris, 10/1998 : « Le train qui relie Khartoum à Wau, capitale du Bahr-el-Ghazal et deuxième ville du Sud[-Soudan], ne peut fonctionner actuellement que trois à quatre fois par an, ce qui est insuffisant : Wau a récemment failli tomber aux mains des rebelles. Le passage du train est protégé par des milices qui en profitent pour piller, brûler les villages et emmener en esclavage enfants, adolescents et jeunes femmes (un millier en avril selon l'agence Fides).

La réhabilitation de la voie ferrée que se propose d'offrir la France selon *La Lettre de l'Océan indien*, relayée par d'autres sources, serait d'abord une aide militaire importante au régime soudanais. [...] [Elle] rendrait [...] les autorités françaises complices des crimes d'enlèvement et de mise en esclavage ».

[Mais elles sont elles-mêmes doublement esclaves : des séductions déployées par le francophile Tourabi, et du syndrome de Fachoda, qui veut que tout ennemi des "Anglo-Saxons" soit naturellement notre ami.

Ajoutons qu'une partie des armes obtenues par le régime soudanais approvisionnent le Hutu power par le nord du Kenya (cf. article précédent).]

JUSTICE INTERNATIONALE

Le Canard enchaîné, Comédie américaine au Kosovo, 21/10/1998 (Claude ANGELI) : « [En Bosnie], où 7 500 militaires américains sont présents, une vieille querelle les oppose aux Français. Voilà deux mois, une note de leurs services de renseignement (référence A-273) a été transmise à l'état-major de la Forpronu et au parquet du Tribunal international de La Haye.

A plusieurs occasions, y est-il précisé, les soldats français ont pu, dans la zone qu'ils contrôlent, arrêter Karadzic, Mladic et quelques autres criminels de guerre. Et la note américaine d'indiquer : «Nous portons à votre connaissance le motif de ce manque d'efficacité. Le préfet Jean-Charles Marchiani s'est engagé (lors de sa négociation pour la libération, en décembre 1995, des pilotes français prisonniers des Serbes) à ce que Karadzic, Mladic et un colonel ne soient pas capturés». La note des barbouzes américaines ne précise pas que Marchiani était à l'époque l'émissaire de Chirac auprès des chefs militaires serbes ».

LIRE

Adam Hochschild, *Les fantômes du roi Léopold*, Belfond, 1998, 440 p.

Ainsi le bon roi d'un peuple pieux a commis, pour se tailler au cœur de l'Afrique l'immense empire congolais, des atrocités inimaginables, d'une ampleur incroyable (5 à 10 millions de victimes ?). Il agissait via un réseau personnel, lié par la cupidité, où s'illustrèrent des aventuriers comme le Gallois John Rowlands - plus connu sous le pseudonyme de Stanley. Durant un quart de siècle, le Congo resta le "domaine réservé", terrorisé, de Léopold II. Jusqu'à ce que le scandale international de cette entreprise criminelle, soulevé par quelques Belges rares mais obstinés, n'oblige l'Etat bruxellois à reprendre les choses en main. Relatif progrès...

Action contre la faim, *Géopolitique de la faim*, PUF, 1998, 300 p.

Quand des humanitaires démontrent longuement que la faim est un problème essentiellement politique, nous qui depuis 15 ans sommes mobilisés par cette conviction ne pouvons qu'applaudir. En un langage souvent décapant, le livre scrute les politiques de la faim et de la famine dans une série de pays, dont la plupart ont eu à souffrir de la corruption, du cynisme et des pratiques occultes qui décrédibilisent durablement les relations extérieures de la France. Il suffit d'évoquer le Sierra Leone, le Liberia, le Rwanda, le Soudan, le Niger, le Tchad, la Birmanie. De quoi creuser la faim de justice.

SURVIE, 57 AVENUE DU MAINE, 75014-PARIS - TEL.: (0)1 43 27 03 25 ; FAX: (0)1 43 20 55 58 - IMPRIME PAR NOS SOINS - COMMISSION PARITAIRE N° 76019 DEPOT LEGAL : NOVEMBRE 1998 - ISSN 1155-1666 - DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : FRANÇOIS-XAVIER VERSCHAVE - ABONNEMENT : 80 F (ETRANGER : 100 F)